

**GRÂCE À LA RECHERCHE
ON PEUT VIVRE
AVEC LE VIH,
EN AIDANT LA RECHERCHE
ON POURRA VIVRE**



**FAITES UN DON DE 10€
PAR SMS EN ENVOYANT
DON AU 92110**



DON DE 10€ PRÉLEVÉ SUR VOTRE FACTURE OPÉRATEUR. DISPONIBLE UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE
POUR LES ABONNÉS BOUYGUES TÉLÉCOM, ORANGE, SFR, FREE, BTBD ET LEGOS. COÛT DU SMS GRATUIT.

ÉDITORIAL

Le 27 janvier dernier, les premiers décrets signés par Donald Trump, le nouveau président des États-Unis, ont engendré un véritable séisme dans le monde de l'aide humanitaire, notamment dans celui de la lutte contre le VIH.

Ce mois de mars est ainsi le deuxième mois de la « pause » de 90 jours décrétée par la nouvelle administration américaine sur ses financements de l'aide internationale et sur une partie des budgets dédiés à la santé publique et à la recherche. Se sont ainsi retrouvées à l'arrêt, du jour au lendemain, toutes les activités financées par l'aide américaine, en particulier celles relatives aux traitements et à la prévention du VIH. Bien que certaines restrictions aient été levées depuis, un nombre considérable de projets restent au point mort, comme ceux permettant la prescription de la PrEP – le traitement préventif contre le VIH – ou toute action de prévention à destination des personnes LGBT, pourtant fortement exposées au VIH dans de nombreux pays.

Des circuits d'approvisionnement ont été perturbés, fragilisant l'accès aux traitements et aux tests de dépistage et de suivi biologique. Sans compter l'arrêt définitif, sous la pression d'une idéologie réactionnaire, de toute activité liée au planning familial, notamment l'information et/ou l'accès à l'avortement, portée par des centres, aujourd'hui fermés, qui menaient également des actions de prévention du VIH auprès des femmes enceintes.

Ces décisions, nous le savons maintenant, menacent une grande partie des progrès de la lutte contre le VIH dans le monde, qui demeuraient déjà insuffisants au regard des objectifs fixés par l'Onusida pour 2030. Bien que la recherche nous ait progressivement permis de vivre avec le VIH – lorsque les traitements sont accessibles –, ce sont encore près de 10 millions de personnes qui n'y ont pas accès dans le monde et plus de 600 000 qui décèdent des suites du sida chaque année.

Fragiliser les acteurs de la lutte contre le VIH, qu'il s'agisse de l'action associative ou de la recherche scientifique, représente donc un danger considérable.

D'autant plus que ce danger pèse également sur les actions menées en France, avec de fortes coupes d'ores et déjà annoncées pour 2025 sur les financements à destination des associations, en provenance du ministère de la Santé ou des Agences régionales de santé (ARS). Certaines de ces coupes ont déjà conduit à la fermeture d'associations, comme cela a été le cas pour le Gaps [Groupe d'aide psychologique

et sociale] en décembre 2024. Cette association bordelaise, créée en 1988 et financée par Sidaction depuis de nombreuses années, accompagnait des centaines de personnes vivant avec le VIH.

L'ARS de Nouvelle-Aquitaine, principal financeur du Gaps, considérant que l'infection à VIH ne justifiait plus un accompagnement spécifique et que ces personnes devaient être prises en charge par les dispositifs de droit commun, a décidé de ne plus renouveler les financements de l'association en 2025.

De telles décisions sont un reflet terrible de la méconnaissance du travail des associations et des réponses qu'elles apportent à des publics souvent en grande précarité. Le travail remarquable du Gaps permettait de maintenir ces personnes dans le parcours de soins, malgré des situations médicales parfois complexes, cumulant le VIH et d'autres pathologies, par exemple des cancers, et de grandes difficultés psychologiques et/ou sociales.

C'est aussi ignorer l'importance des lieux d'accueil et d'écoute que représentent ces associations pour les personnes subissant encore de nombreuses discriminations, fragilisant leur santé mentale. Vivre avec le VIH aujourd'hui, c'est encore faire face à la stigmatisation et au rejet; à la sérophobie à laquelle s'ajoute le renforcement des actes d'agression verbale ou physique envers les personnes LGBT+, et plus particulièrement des personnes transgenres, sans compter la fragilisation des personnes migrantes et vivant avec le VIH face à des lois toujours plus dures, qui menacent leur accès aux soins.

La destruction du tissu associatif et la précarisation des publics suivis sont autant d'obstacles à ce contrôle de l'épidémie de VIH tant espéré pour 2030.

Dans ce contexte, nous savons également qu'en unissant nos forces, en renforçant les alliances avec tous ceux et toutes celles qui défendent des valeurs de solidarité et d'humanité, nous pouvons obtenir de belles victoires. C'est ainsi que nous avons pu célébrer, fin janvier, après de longues années de bataille collective et malgré tous les mouvements réactionnaires, l'approbation officielle des nouveaux programmes scolaires d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle.

Et c'est aussi sur la dynamique de la communauté scientifique dédiée au VIH, notamment les jeunes chercheurs et chercheuses que nous soutenons de longue date à Sidaction, que nous portons nos espoirs. Grâce à leurs aînés, nous connaissons ce monde où les personnes peuvent vivre avec le VIH plutôt qu'en mourir. Et c'est grâce à eux et à cette nouvelle génération que nous pouvons espérer qu'un jour il sera aussi possible de « vivre sans » : sans les traitements tout au long de la vie, sans les discriminations du quotidien et, un jour, nous y croyons, sans le VIH.

FRANÇOISE BARRÉ-SINOUSSE
LINE RENAUD
FLORENCE THUNE

Présidente de Sidaction et lauréate
2008 du prix Nobel de médecine

Vice-présidente de Sidaction

Directrice générale de Sidaction

GRÂCE À LA RECHERCHE ON PEUT VIVRE AVEC LE VIH, EN AIDANT LA RECHERCHE ON POURRA VIVRE



**FAITES UN DON DE 10€
PAR SMS EN ENVOYANT
DON AU 92110**



The Good Company - SIREN 398 945 243 - Visuel - Getty Images



**GRÂCE À LA RECHERCHE
ON PEUT VIVRE
AVEC LE VIH,
EN AIDANT LA RECHERCHE
ON POURRA VIVRE**



**FAITES UN DON DE 10€
PAR SMS EN ENVOYANT
DON AU 92110**



CAMPAGNE 2025

Grâce aux avancées de la recherche, grâce à des traitements efficaces, il est possible de vivre avec le VIH. Aujourd'hui, une personne séropositive sous traitement ne transmet plus le virus. Et peut jouir d'une vie équivalente à celle d'une personne séronégative : aimer, fonder une famille, construire un avenir, etc. Ces traitements qui permettent de rester en vie existent, et les outils de prévention n'ont plus à prouver leur action.

Mais vivre avec le VIH aujourd'hui, c'est devoir prendre un traitement quotidien à vie. C'est également faire face à une santé plus fragile, notamment en vieillissant avec un risque élevé de développer des cancers et des maladies cardiovasculaires. Au-delà des défis médicaux, c'est affronter le poids du regard des autres, la peur du jugement et les discriminations qui isolent et blessent.

Mettre un terme à l'épidémie, c'est donc, aussi, s'attaquer aux injustices qui fragilisent le lien social : la stigmatisation, le rejet, l'individualisme ainsi que l'homophobie, la xénophobie et la sérophobie, qui restent des obstacles majeurs à l'accès à la prévention et aux soins.

En 2023, près de 5 500 découvertes de séropositivité ont été recensées en France (un chiffre en constante augmentation) et 1,3 million de nouvelles infections ont été comptabilisées dans le monde. Chaque semaine, 4 000 adolescentes et jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans ont été infectées par le VIH ; la majorité d'entre elles vivent en Afrique subsaharienne. Les filles (*toutes tranches d'âge confondues*) constituent 62% des nouvelles infections dans cette région. Sidaction continue de soutenir une trentaine d'associations à l'international, principalement en Afrique de l'Ouest et du centre, où les besoins sont les plus grands.

Aujourd'hui, 39,9 millions de personnes dans le monde sont séropositives, et on ne guérit toujours pas du VIH. Ces personnes continuent de vivre avec les traitements, de vivre avec les discriminations.

**Alors, si grâce à la recherche on peut vivre avec le VIH,
c'est aussi grâce à la recherche que l'on pourra vivre sans.**

ACTUALITÉS

« GRAND SOLEIL » : UN HYMNE COLLECTIF IMAGINÉ PAR DAMSO AVEC LA PARTICIPATION DE 18 ARTISTES ENGAGÉS

Sidaction est fière d'annoncer la sortie le 14 mars prochain de *Grand Soleil*, un titre inédit orchestré et interprété par Damso, avec la participation exceptionnelle de 18 artistes issus des scènes rap et pop actuelles ainsi qu'une chorale Gospel qui unissent leurs voix pour faire entendre un message de solidarité et de combat.

Ce morceau est comme un hymne à la lutte collective, au respect de soi et des autres, à l'amour et à la tolérance.

La direction artistique du projet a été confiée à Damso qui a également co-écrit le morceau.

Alors que la lutte contre le sida fait face à de nouveaux obstacles, Sidaction entend, à travers

Grand Soleil mobiliser toutes les générations et sensibiliser un large public à l'importance de la prévention et du soutien aux personnes concernées par le VIH.

27 ans après « Sa Raison d'être », signée par Pascal/Obispo et Lionel Florence en 1998, Sidaction prouve une fois de plus que la musique a le pouvoir de fédérer au-delà des différences : cette chanson écrite à plusieurs mains et voix, affiche sa foi dans la diversité, rétablit des traits d'union entre les identités, traverse les frontières géographiques et relie des genres musicaux en apparence éloignés.

Adèle Castillon, Amadou et Mariam, Charlotte Gainsbourg, Eddy de Pretto, El Grande Toto, Eva, Fally Ipupa, Hoshi, Juliette Armanet, Kalash Criminel, Louane,

Lous and the Yakuza, Lucky Love, Medine, Pierre de Maere, Pomme, Youssoupha participent à ce titre.

Grand Soleil sera disponible sur toutes les plateformes de streaming à partir du 14 mars 2025. Le titre sera accompagné d'un clip réalisé par Fifou.

Tous les bénéfices générés seront reversés à Sidaction pour soutenir la recherche médicale et les associations venant en aide aux personnes vivant avec le VIH.

Cette chanson portera le prochain week-end de sensibilisation et de collecte du Sidaction, qui aura lieu partout en France du 21 au 23 mars 2025.

CRÉDITS

Production et direction artistique

Damso

Conception et production exécutive

The Sound Production Paris
Raphaël Fruchard, Antoine Le Guern
Dat-Way Remi Campet, Charles Moukouri Bell

Interprètes par ordre d'apparition

Damso, Youssoupha, Eddy de Pretto, Lous and the Yakuza, Eva, Hoshi, El Grande Toto, Kalash Criminel, Médine, Louane, Pomme, Juliette Armanet, Charlotte Gainsbourg, Pierre de Maere, Amadou et Mariam, Fally Ipupa, Adèle Castillon, Lucky Love

Auteurs

Damso, Youssoupha, Eddy de Pretto, Lous and the Yakuza, El Grande Toto, Kalash Criminel, Medine, Juliette Armanet, Charlotte Gainsbourg, Amadou et Mariam, Fally Ipupa, Lucky Love

Compositeurs

Prod. par Dson Beats
Additional prod. par Paco del Rosso

Ingénieurs du son

Jules Fradet
Bastien Doremus

Distribution

Warner music

Production Clip & Photos

Producteur & Directeur de création
Rémi Campet (Dat-Way)
Photographe & Réalisateur Fifou
Assistant photographe
Kyllian Monneroux, Liam Chevalier
Assistant réalisateur Matthias Pichard
Chef opérateur Julien Lascar
Directrice de production clip Bouchra Bououf
Assistante de production Eya Chaabane
Décoratrice Lucie Morey
Projectionnistes Cymatic
(Kevin Leclerc, Cyril Gouilly)
Sérigraphie Romain Gauthier
Régie Kina Productions
Directrice de casting Nubienne Agency
Styliste / Figuration Dorothée Evouna
HMC Joséphine Richard, Lucie Graff

Remerciements

À l'équipe de Damso : Amaury Feron, Audrey Vanspringel, Olivia Barbier

Au Cabinet Ox (Jean Aittouares, Thibaut Derudder) pour son accompagnement juridique

Artistic Palace / Cymatic / JPB Audiovisuel / Les Studios Saint-Germain / Photocinerent / Studio 44

Merci à la SPP et la SACEM pour leur soutien

SCPP SOCIÉTÉ CIVILE
DES PRODUCTEURS
PHONOGRAPHIQUES

sacem
Ensemble, faisons
vivre la musique

ACTUALITES

LA HAUTE COIFFURE FRANÇAISE

La Haute Coiffure Française, avec le soutien de Jenifer et Thierry Deschemin, met en place depuis le 1^{er} décembre 2024 (Journée mondiale de lutte contre le sida) une cagnotte Leetchi. Cette collecte en ligne, organisée au profit de Sidaction, mobilise les adhérents, les partenaires de la Haute Coiffure Française et le monde de la coiffure, contre le VIH.

DOMINO'S PIZZA FRANCE

Le samedi 22 mars, 80 enseignes de la marque reverseront 1 euro par commande au Sidaction 2025.

STARBUCKS FRANCE

En soutien au Sidaction, un grand nombre de Starbucks mettront des boîtes à dons sur leurs comptoirs. Les équipes de l'enseigne porteront fièrement le ruban rouge pendant tout le week-end.

SIDRAGTION

Cette année encore, plus de 300 drags du Sidragtion battent le pavé et organisent des événements caritatifs dans une vingtaine de villes en France. Fondé en 2016 par Minima Gesté, Enza Fragola et Emily Tante, le Sidragtion a déjà récolté 200 000 euros pour Sidaction.



LES MÉDIAS ET SIDACTION

Depuis 1994, Sidaction a toujours pu compter sur le soutien indéfectible des médias. Plus que jamais, cet engagement reste essentiel pour faire front contre le VIH.

Grâce à une implication médiatique unique, Sidaction peut s'appuyer sur les 33 médias partenaires, journalistes, animateurs et animatrices, afin d'informer, de sensibiliser et de mobiliser le grand public à la question du VIH/sida. En unissant nos forces, nous pourrions vaincre les inégalités qui persistent et permettre aux personnes séropositives de vivre sans peur ni discrimination.

Ce soutien durable, porté ensemble, est aussi une façon de rendre hommage à toutes celles et à tous ceux qui, au quotidien, mènent cette lutte sur le terrain : les chercheurs, les soignants, les associations et, bien sûr, les personnes vivant avec le VIH. Avec nos médias partenaires, nous voulons transformer la peur et l'isolement en solidarité et en espoir.

Parce que la lutte contre le VIH n'est pas encore terminée, elle doit rester au cœur de nos priorités. Ensemble, nous pouvons changer les choses, aujourd'hui comme demain.

**RENDEZ-VOUS LES 21, 22 ET 23 MARS
PROCHAINS POUR UN WEEK-END
DE COLLECTE ET DE MOBILISATION UNIQUE!**

Rodolphe Belmer
Président-directeur général du Groupe TF1

Delphine Ernotte Cunci
Présidente-directrice générale de France Télévisions

Maxime Saada
Président du Directoire de CANAL+

Bruno Patino
Président d'ARTE France

David Larramendy
Président du directoire du Groupe M6

Philippe Larribau-Lavigne
Directeur général de Paramount France

Jean-Paul Baudecroux
Président-directeur général de NRJ Group

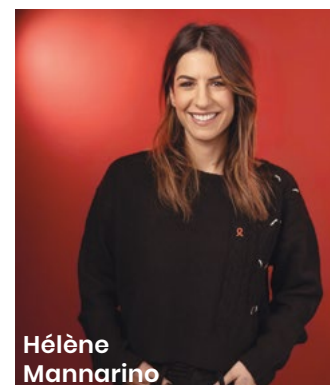
Marie-Christine Saragosse
Présidente-directrice générale de France Médias Monde

Nicolas de Tavernost
Président-directeur général du Groupe RMC BFM

Constance Benqué
Présidente de Lagardère News
et directrice générale de Lagardère Radio

Aurore Amaury
Présidente du groupe L'Équipe

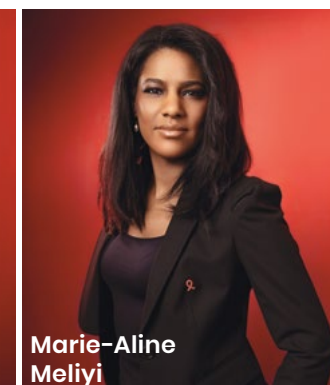
Sibyle Veil
Présidente-directrice générale de Radio France



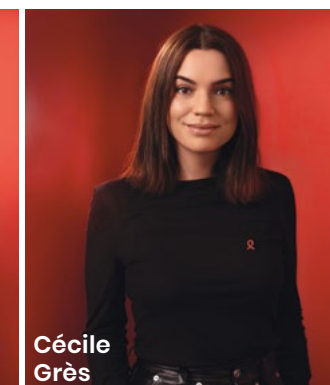
Hélène
Mannarino



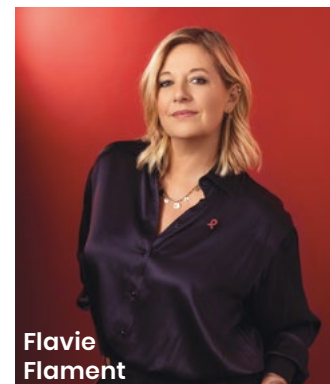
Nikos
Aliagas



Marie-Aline
Meliyi



Cécile
Grès



Flavie
Flament



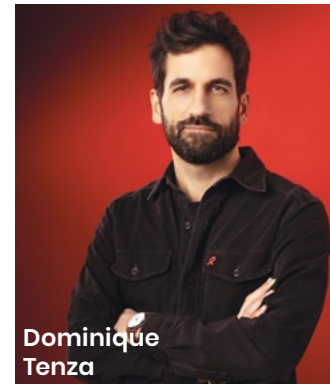
Jimmy
Mohamed



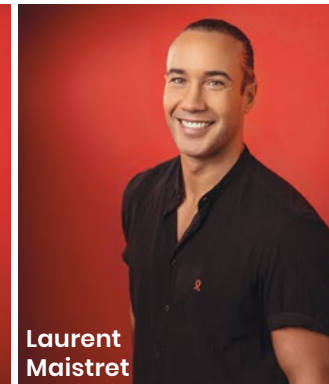
Sonia
Chironi



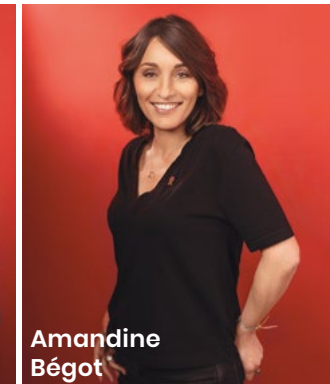
Linda
Lorin



Dominique
Tenza



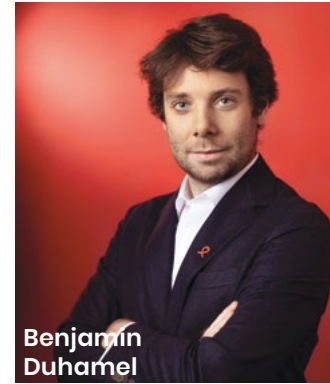
Laurent
Maistret



Amandine
Bégot



Margot
Dumont



Benjamin
Duhamel



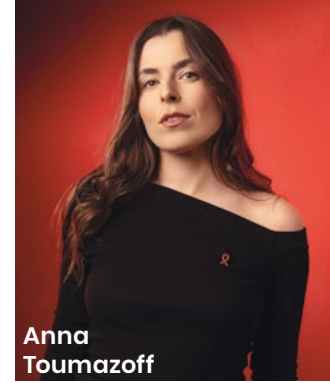
Alain
Marschall



Olivier
Truchot



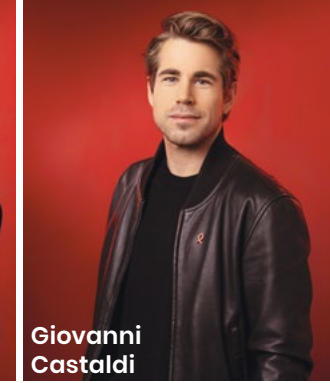
Olivier
Delacroix



Anna
Toumazoff



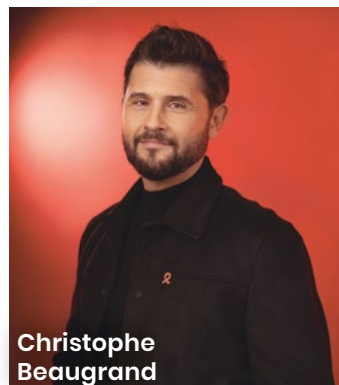
Ouryel



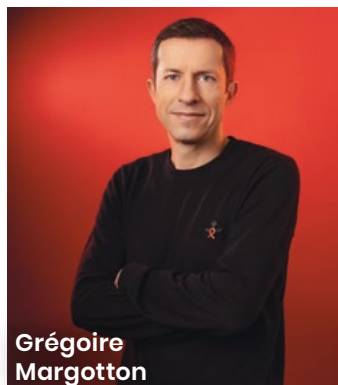
Giovanni
Castaldi



Amélie
Carrouër



Christophe Beaugrand



Grégoire Margotton



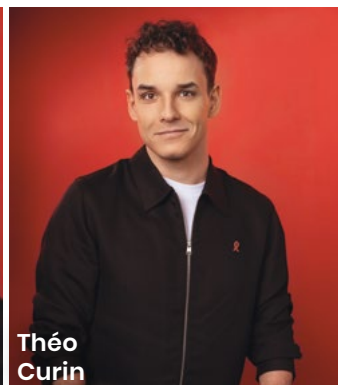
Cyril Féraud



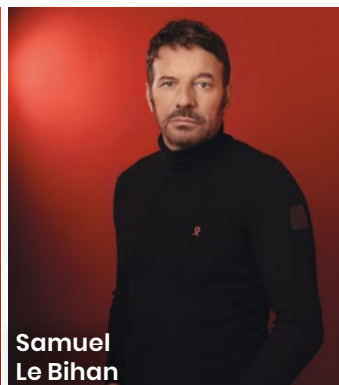
Cécile Bois



Julien Arnaud



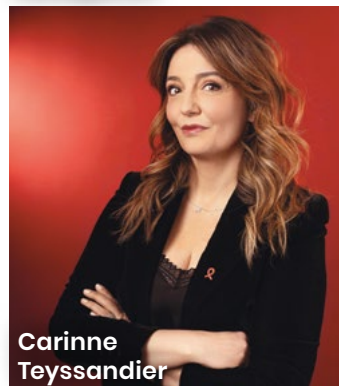
Théo Curin



Samuel Le Bihan



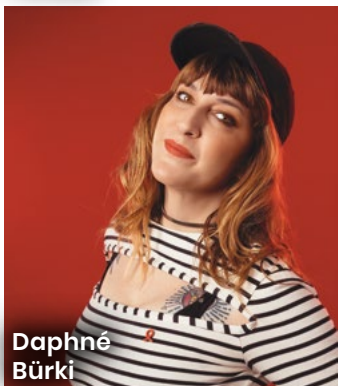
Agathe Lecaron



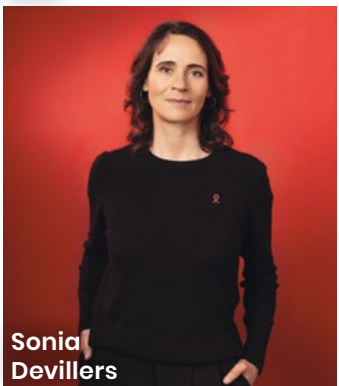
Carinne Teyssandier



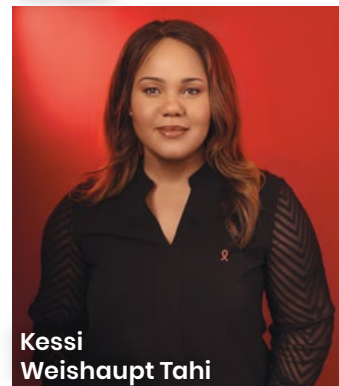
Karine Baste



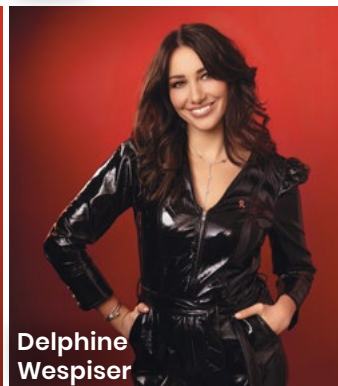
Daphné Bürki



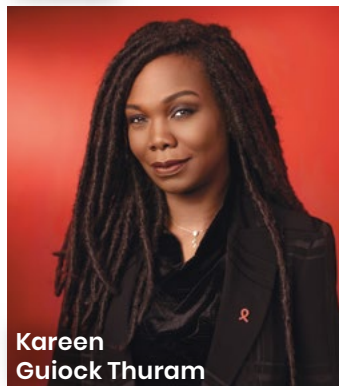
Sonia Devillers



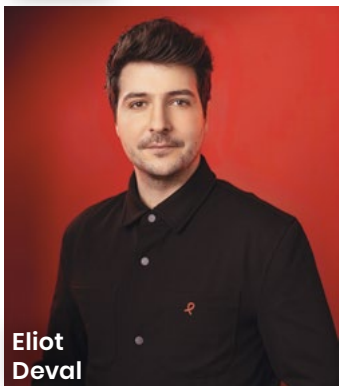
Kessi Weishaupt Tahj



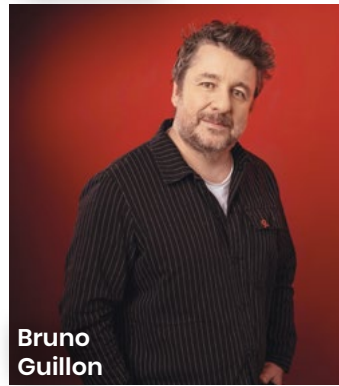
Delphine Wespiser



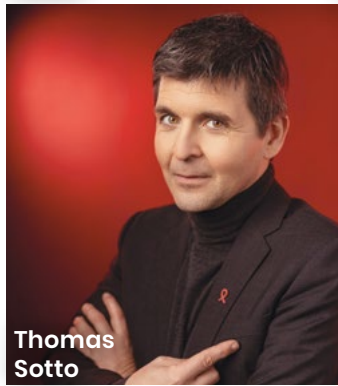
Kareen Guiock Thuram



Eliot Deval



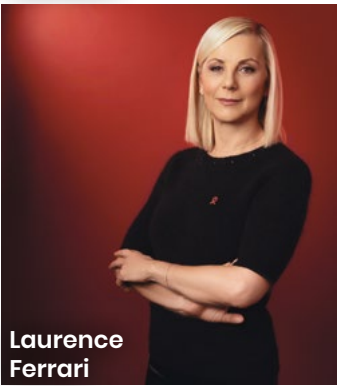
Bruno Guillon



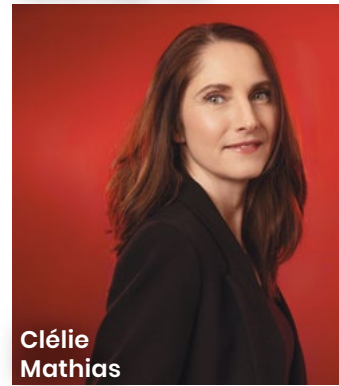
Thomas Sotto



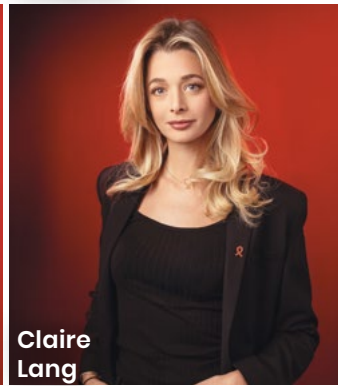
Jules Deremble



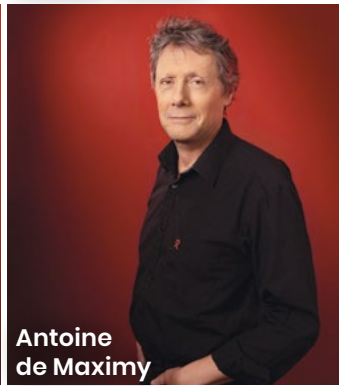
Laurence Ferrari



Clélie Mathias



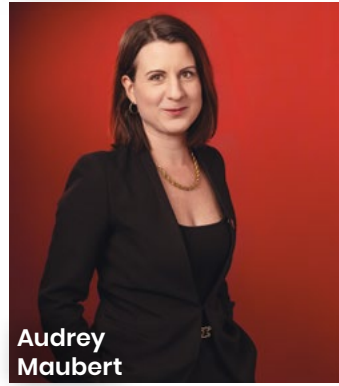
Claire Lang



Antoine de Maximy



Vincent Moscato



Audrey Maubert



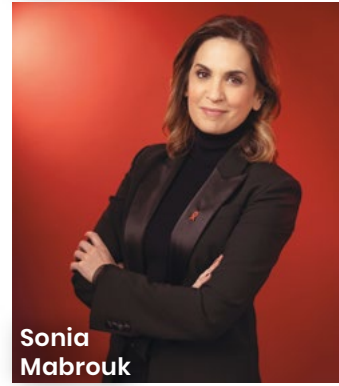
Dominique Rizet



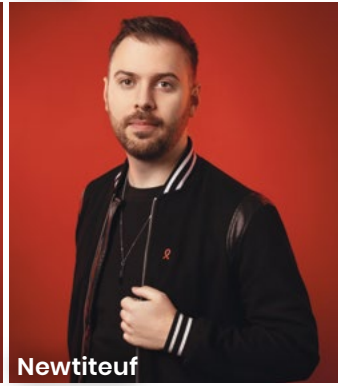
Enzo



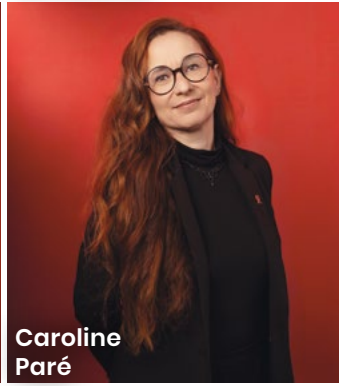
Julien Tellouck



Sonia Mabrouk



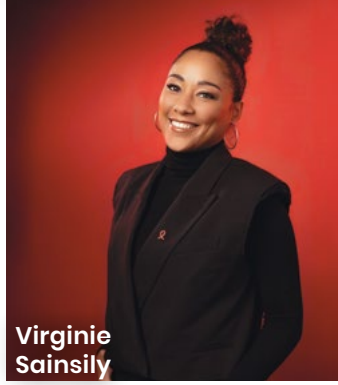
Newtiteuf



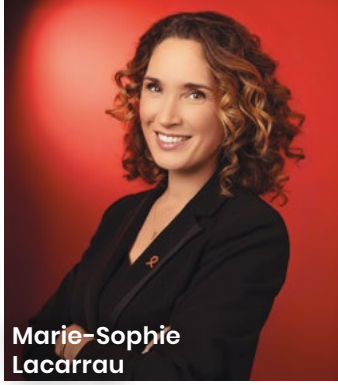
Caroline Paré



Juliette Fievet



Virginie Sainsily



Marie-Sophie Lacarrau



Vincent Valinducq

LES CHIFFRES VIH/SIDA EN 2023 EN FRANCE

Données publiées en novembre 2024 par Santé publique France (données chiffres année 2023)

≈ **180 000** → **PERSONNES** vivaient avec le VIH (BEH, 11 octobre 2024)

7,5 MILLIONS → **DE TESTS** de dépistage réalisés

5 500 → **PERSONNES** ont découvert leur séropositivité VIH

17% SONT DES JEUNES DE -25 ANS

22% CONCERNENT LES 50 ANS ET +

27% de découvertes de séropositivité à un stade avancé de l'infection, ce qui empêche une mise sous traitements précoce

DANS LE MONDE

Données Onusida, 2024 (données chiffres année 2023)

39,9 MILLIONS DE PERSONNES VIVENT AVEC LE VIH

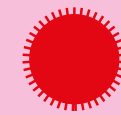
1,4 MILLION D'ENFANTS

1,3 MILLION DE NOUVELLES INFECTIONS

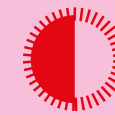
DANS LE MONDE

Près de 1 personne vivant avec le VIH sur 4 n'a pas accès aux traitements et près de 1 enfant sur 2.

630 000 → **PERSONNES** sont mortes de maladies liées au sida



1726 PAR JOUR



72 PAR HEURE



1,2 PAR MINUTE

Depuis le début de l'épidémie, 88,4 millions de personnes ont été infectées par le VIH et 42,3 millions de personnes sont décédées des suites de maladies liées au sida.

Mais la mortalité liée au sida a diminué de 56 % chez les femmes et les filles et de 47 % chez les hommes et les garçons depuis 2010.

FEMMES ET VIH

Chaque semaine, 4 000 adolescentes et jeunes femmes, âgées de 15 à 24 ans, ont été infectées par le VIH ; 3 100 de ces infections ont eu lieu en Afrique subsaharienne.

En Afrique subsaharienne, les filles (toutes tranches d'âge confondues) représentaient plus de 62 % des nouvelles infections chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans.

LA PAROLE A



GENEVIÈVE

41 ANS

Je ne peux pas vraiment dire comment et quand j'ai été contaminée. J'avais eu un rapport à risque quelques années avant d'apprendre que la personne était décédée du sida. Mais, dans ma tête, je ne pouvais pas être malade, car je ne présentais pas de symptômes. Je me disais que cette personne avait peut-être été contaminée après notre rapport.

Peu après mon arrivée en France, j'ai rencontré un homme. Il a souhaité qu'on se fasse dépister tous les deux. C'est donc en 2015 que j'ai appris ma séropositivité. Quand le médecin me l'a annoncée, j'avais l'impression de ne plus être là, comme si ce n'était pas moi. En sortant, j'ai traversé la rue, je me suis assise dans un parc et j'ai éclaté en sanglots, pensant que j'avais bousillé ma vie.

Il m'a fallu deux ans de thérapie, de travail sur moi. Les médecins me rassuraient, mais ce qui m'a le plus aidée, c'est de savoir que je pourrai avoir des enfants séronégatifs, travailler, me marier, et pas forcément avec une personne du même statut sérologique que moi. Bref, pouvoir vivre normalement.

Ce n'est que deux ans plus tard, lors d'un voyage en Côte d'Ivoire, que j'en ai parlé à ma famille, restée là-bas. Ils ont été d'un grand soutien et m'ont même demandé pourquoi j'avais gardé ça pour moi. Quant à mes amis, j'en ai perdu certains, mais la plupart sont restés.

Aujourd'hui, le VIH ne m'empêche plus de faire ce que je souhaite. Je peux voyager, manger ce que je veux, travailler, faire des câlins à mes enfants. Le plus pesant est la prise des médicaments, qui me rappelle que je suis porteuse du VIH. Mais j'ai l'espoir que les chercheurs trouvent un remède. Est-ce que je pourrai en bénéficier de mon vivant? Je n'en ai aucune idée.



SOPHIE-ELENA

35 ANS

J'ai été contaminée en Roumanie quand j'étais bébé, par une seringue, lors d'un traitement pour une hépatite B. Pour la famille suisse qui m'a adoptée, cela ne changeait rien. Ils voulaient m'offrir la meilleure vie possible. Du moins pour ce qu'il en restait : à l'époque, le VIH équivalait à une mort prochaine.

J'ai toujours su. Je savais pourquoi je prenais du Bactrim® et des injections d'immunoglobulines, de l'AZT puis des trithérapies. C'est en 1998 que j'en ai vraiment pris conscience, lors de la 12^e Conférence internationale sur le sida, à Genève. Tout à coup, je n'étais plus seule, et le problème était d'ampleur mondiale.

Au collège et au lycée, c'était compliqué. J'en avais parlé à ma meilleure amie, qui l'a répété. Toute l'école a été mise au courant, et j'ai dû en changer. Par la suite, je l'ai tu. C'est seulement en 2012 que j'ai accepté de participer à visage découvert à une émission suisse. Depuis, je suis active sur les réseaux sociaux et je collabore à des émissions pour sensibiliser.

Dès que les gens savent comment j'ai été infectée, je suis perçue comme une victime. L'idée qu'il existe de bons et de mauvais séropos m'offusque. Est-ce que je suis mieux que quelqu'un qui l'a attrapé lors d'un rapport non protégé? Pour moi, il n'y a pas d'échelle de valeurs. Aujourd'hui, j'utilise mon histoire pour toucher les personnes réfractaires à cette idée.

Ce qui me pèse le plus, c'est mon traitement, à prendre tous les jours, et ses effets indésirables. Mais je vais bien, mon VIH est contrôlé. Mon petit garçon va avoir 7 ans, il est séronégatif et j'ai pu l'allaiter. Je garde l'espoir d'une simplification du traitement, de nouvelles thérapies injectables, de médicaments encore mieux tolérés. Et, surtout, je souhaite que chacun puisse avoir accès aux traitements.



DR CAMILLE ANOMA

DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION ESPACE
CONFIANCE (ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE)

Fin 2024, la Côte d'Ivoire a connu une crise anti-woubis dirigée contre les personnes LGBT, qui ont subi des violences physiques, verbales et psychologiques¹. À Espace Confiance, nous œuvrons pour la prévention et la prise en charge du VIH auprès des populations clés, et nous portons un plaidoyer pour le respect de leurs droits. Lors de la crise anti-woubis, l'association a joué un rôle important pour protéger les victimes de violences.

Du fait que la stigmatisation empêche les personnes de s'identifier publiquement telles qu'elles sont, elle freine l'accès aux services de santé, aux moyens de prévention et à l'information. Si rien n'est entrepris pour mettre fin au climat homophobe, transphobe et anti-travailleuses du sexe, on ne pourra pas atteindre l'objectif d'élimination de la transmission du VIH en 2030.

Pour les personnes vivant avec le VIH, il reste difficile d'assumer son statut sérologique. Là aussi, il s'agit de mettre fin à la diabolisation de l'infection et de la considérer comme une maladie chronique disposant d'un traitement efficace, accessible et gratuit. Enfin, nous sommes inquiets quant aux moyens financiers, à la suite du gel de l'aide américaine. Les financements de l'Usaid n'ont repris qu'avec des restrictions. Ainsi, nous ne sommes pas autorisés à mener certaines activités, dont la PrEP en communauté, le soutien aux orphelins et aux enfants vulnérables non infectés par le VIH. Les restrictions de l'aide française au développement risquent aussi de nous affecter lors des prochaines années.

Face à ces défis, Sidaction, qui nous accompagne depuis 2009, demeure un partenaire fidèle et à l'écoute. En nous aidant dans la certification de nos comptes, l'association nous a donné une crédibilité vis-à-vis des autres financeurs. Sans oublier l'aide importante à la formation de nos personnels, notamment dans la prise en charge des personnes LGBT, la prévention et la prise en charge des cancers.

1. Bien que l'homosexualité n'y soit pas pénalisée, la Côte d'Ivoire a connu, fin 2024, une intense campagne de dénigrement contre les LGBT sur les réseaux sociaux. Cette vague homophobe a été à l'origine de violences contre des hommes homosexuels et des personnes transgenres, désignés sous le terme péjoratif de « woubi » en Afrique de l'Ouest.



MARJORIE MAILLAND

COORDINATRICE DU RÉSEAU SANTÉ
MARSEILLE SUD

Dans la lutte contre le sida, la question des discriminations demeure centrale. Le VIH touche à l'intime, à la sexualité, qui reste un sujet dont on ne parle pas toujours librement. De plus, il ne faut pas oublier qu'au début de l'épidémie, l'infection était surnommée la « maladie des 4 H » [pour « homosexuels, héroïnomanes, hémophiles et Haïtiens »], celle qui frappait les damnés de la société! Tout cela pèse sur les représentations collectives du VIH. De manière générale, on ne parle pas assez de ce virus. J'ai souvent l'impression que, au-delà du milieu associatif, les gens ne connaissent pas vraiment le sujet.

Les discriminations surviennent le plus souvent dans un contexte médical ou lors de relations amoureuses, où peut s'imposer un souhait, un impératif, de transparence. Pour s'en protéger, les personnes vivant avec le VIH mettent généralement en place des stratégies de « verrouillage ». Nombreuses sont celles qui décident de ne pas en parler, ou seulement à leur famille; d'autres, uniquement à leur médecin. Cela peut freiner l'accès aux soins, par peur d'aller chez le médecin, ou conduire à un isolement social. Il est difficile de se sentir bien quand la société porte un regard négatif sur vous.

Au printemps dernier, le réseau Santé Marseille Sud, qui travaille de longue date sur cet axe, a lancé un observatoire de la sérophobie et de la discrimination. L'idée est née lors des États généraux des personnes vivant avec le VIH, organisés en mai 2024, où le sujet a été très présent. Notre objectif est non seulement de faire de la médiation si les personnes le souhaitent, mais aussi d'assurer un plaidoyer, par exemple lors d'interventions auprès de professionnels concernés. Et, bien sûr, toujours en présence des personnes concernées.

RECHERCHE SUR LE VIH :



L'ESPOIR D'UN TRAITEMENT CURATIF

AU MILIEU DES ANNÉES 1990, L'ARRIVÉE DES TRITHÉRAPIES REDONNAIT ESPOIR AUX PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH, JUSQU'ALORS CONDAMNÉES À UNE MORT CERTAINE. AU-DELÀ DU CONTRÔLE VIRAL, SÉRA-T-IL POSSIBLE DE RÉDUIRE LE VIRUS À UN SILENCE DÉFINITIF, VOIRE DE L'ÉLIMINER DE L'ORGANISME ? TEL EST DÉSORMAIS L'OBJECTIF DE LA RECHERCHE, EN QUÊTE D'UN TRAITEMENT CURATIF.

Si les antirétroviraux (ARV) offrent une espérance de vie similaire à celle de la population générale, le VIH continue à peser sur la vie des personnes atteintes. « *On peut vivre avec le VIH, mais on n'en guérit pas*, rappelle Jennifer Pasquier, directrice scientifique de Sidaction. *Si les traitements actuels contrôlent le virus, ils nécessitent d'être pris tous les jours et à vie.* » Pour réduire le VIH au silence, la recherche s'est mise en quête de traitements de type « Cure », terme anglais qui englobe deux concepts proches mais différents.

D'une part, celui de guérison, qui implique une élimination du VIH de tout l'organisme. Un défi ardu, tant le virus colonise les cellules de nombreux organes, s'y réfugiant sous forme d'ADN intégré au génome de l'hôte. D'autre part, le concept de rémission : « *Il s'agirait de pouvoir vivre sans traitement, soit parce que la personne contrôlerait naturellement le virus, et que celui-ci resterait dormant, soit parce que les cellules réservoirs ne se réactiveraient pas* », explique Jennifer Pasquier.

LA RECHERCHE SUR PLUSIEURS FRONTS

Parmi les pistes à l'étude, celle du « Shock and Kill » (« choquer et tuer ») vise à réactiver les réservoirs cellulaires du virus par voie médicamenteuse afin de permettre au système immunitaire, ou aux ARV, de les détruire. À l'inverse, la stratégie « Block and Lock » (« bloquer et verrouiller ») consisterait à bloquer l'expression de l'ADN viral enfoui dans les réservoirs pour empêcher le VIH de se répliquer.

Autre voie d'exploration, les anticorps neutralisants à large spectre (ou bNAbs en anglais), déjà en cours d'essai clinique. Capables de neutraliser une grande variété de souches du VIH, « *ils sont produits par le système immunitaire des "contrôleurs naturels", une petite proportion de patients qui parviennent à contrôler le virus sans traitement*, précise Jennifer Pasquier. *Une fois ces anticorps isolés, il s'agit de les produire en laboratoire puis de les injecter à d'autres personnes pour voir s'ils peuvent contrôler le VIH.* »

Objet d'un essai aux États-Unis, l'approche CRISPR/Cas9, souvent qualifiée de « ciseaux moléculaires », vise, quant à elle, à exciser, *in vivo* chez le patient, l'ADN viral de son génome.

En 2024, Sidaction s'est associée avec la fondation néerlandaise Aidsfonds en vue d'un appel à projets dédié à la stratégie « Cure ». Doté de 2 millions d'euros, il financera six projets de recherche, annoncés en janvier dernier. Sidaction et Aidsfonds ont prévu d'en lancer un autre au cours de l'année.

ÉPAULER LES JEUNES CHERCHEURS

Parmi ses leviers de soutien à la recherche, Sidaction finance des bourses pour de jeunes chercheurs, en stage de master 2, thèse ou postdoctorat. Parmi ses bénéficiaires, Claire Lacouture, en deuxième année de postdoc à l'Institut de recherche en infectiologie de Montpellier (Irim, CNRS/université de Montpellier). L'objet de ses recherches est le décryptage des mécanismes moléculaires impliqués dans la sortie du VIH, hors des cellules infectées.

« *Toute cellule comporte un "squelette" dynamique, le cytosquelette, qui confère à sa membrane une certaine tension, une certaine résistance. Une fois que le VIH s'est multiplié à l'intérieur d'une cellule, il s'accumule près de la membrane et la "pousse" pour y bourgeonner afin d'en sortir et d'infecter d'autres cellules*, analyse Claire Lacouture. *Le cytosquelette est un véritable obstacle pour le virus. Or on observe que, sur les zones de bourgeonnement du virus, la cellule est appauvrie en cytosquelette. Dans notre projet, je m'intéresse à la possibilité que le virus détourne des protéines qui permettent de "casser" le cytosquelette afin de les utiliser là où il tente de sortir. Nous recherchons les protéines avec lesquelles le VIH interagit puis nous essayons de déterminer, lorsqu'on éteint leur expression, si le virus parvient encore à se multiplier.* »

AVANCER ENSEMBLE

Quel regard la jeune chercheuse porte-t-elle sur la recherche sur le VIH ? « *La recherche contre le VIH est extrêmement active, dans tous les domaines. C'est un grand réseau qui se retrouve pour partager ses travaux lors d'événements*, affirme Claire Lacouture. *Entre autres lors de l'Université des jeunes chercheurs, organisée tous les deux ans par Sidaction. On y rencontre des chercheurs de disciplines différentes mais complémentaires, telles que la recherche fondamentale, la recherche clinique, les sciences humaines et sociales. Ces événements permettent de mesurer nos avancées, de chercher de nouvelles pistes de réflexion. Ensemble, nous voyons mieux à quel point nous nous complétons.* »

Dès ses débuts, la lutte contre le VIH s'est construite par un dialogue constant entre personnes touchées, chercheurs et médecins. Ce contact n'a jamais été rompu. Bien que « scientifique fondamentaliste », Claire Lacouture échange avec des personnes vivant avec le VIH, lors de rencontres avec le grand public. « *Pour nous, c'est une expérience précieuse. On se rend compte à quel point il s'agit d'un sujet réel, avec un impact dans la vraie vie*, souligne-t-elle. *Depuis que je travaille sur le VIH, je mesure mieux à quel point cette lutte est forte. Et je crois, encore plus qu'avant, à la possibilité de parvenir un jour à une guérison.* »

L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ, PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE



PROMULGUÉE EN JUILLET 2001, LA LOI AUBRY-GUIGOU PRÉVOIT LA MISE EN PLACE DE TROIS SÉANCES ANNUELLES D'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ, DU CP À LA TERMINALE. FACE À L'ÉCHEC DE L'ÉTAT À FAIRE APPLIQUER SA PROPRE LOI, LES ASSOCIATIONS SE BATTENT POUR QUE CETTE OBLIGATION SOIT RESPECTÉE.

Vingt-quatre ans après la loi de 2001, seuls 20 % des collégiens bénéficient effectivement des trois séances annuelles¹. Pourtant, les besoins n'ont jamais été aussi importants : 36 % des 18-24 ans pensent qu'une femme peut prendre plaisir à être humiliée ou injuriée, 31 % des moins de 24 ans s'estiment mal informés sur le VIH/sida (+20 % par rapport à 2009)².

Faute d'information de la part des adultes, qui eux-mêmes érigent souvent ce sujet en tabou, nombreux sont les jeunes qui font leur « éducation » sexuelle sur les réseaux sociaux, voire par le biais de vidéos pornographiques. Afin de sensibiliser les adolescents, Sidaction a lancé, en décembre dernier, le site sidaxxion.fr, qui détourne les codes de vidéos diffusées sur des sites pour adultes afin d'aborder les sujets du consentement, de la tolérance, de l'orientation sexuelle et de la prévention.

En novembre 2023, un collectif regroupant associations et syndicats³, dont Sidaction, a publié un livre blanc, *Pour une véritable éducation à la sexualité*, émettant 46 recommandations aux pouvoirs publics. Si le combat est loin d'être gagné, une première étape a été franchie avec l'élaboration en cours d'un programme officiel d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars) – terme appelé à remplacer celui, jugé réducteur, d'éducation à la sexualité.

UN CHEMIN SEMÉ D'EMBÛCHES

Initialement prévue à la rentrée 2024, l'entrée en vigueur de ce programme devrait avoir lieu en septembre 2025. Présenté fin janvier devant le Conseil supérieur de l'éducation (CSE), le projet a connu un parcours difficile. Outre le contexte politique troublé du pays, qui a vu défiler six ministres de l'Éducation nationale depuis mai 2022, l'Evars constitue un point de crispation pour des associations émanant de la droite traditionaliste, qui tentent d'en brouiller le message à coup de contre-vérités.

Reste à savoir si des moyens seront alloués à la mise en œuvre dudit programme. « L'adoption du programme ne constitue que la toute première étape du processus, indique Hélène Roger, directrice du pôle Plaidoyer à Sidaction. Pour devenir réalité dans les établissements scolaires, elle doit impérativement s'accompagner des moyens nécessaires à son application. »

Depuis 2001, l'Evars se heurte en effet à l'absence de moyens financiers, au manque de temps des enseignants, à la rareté des formations académiques et à la pénurie d'infirmier-ères scolaires. En octobre 2004, le collectif à l'origine du livre blanc a adressé aux députés un argumentaire des moyens financiers nécessaires à sa mise en place, que ce soit pour le pilotage national, la formation du personnel, l'élaboration de supports éducatifs ou la communication auprès du grand public.

Mais au-delà des besoins financiers, c'est de soutien politique dont l'Evars a besoin. Afin notamment de contrer les attaques de parents « anti », dont certains n'hésitent pas à jeter des noms d'enseignants en pâture sur les réseaux sociaux. « L'Evars a besoin de soutien politique, mais aussi d'une volonté de défendre les enseignants et les infirmières, qui doivent se sentir en sécurité, observe Hélène Roger. On entend beaucoup de déclarations de soutien de la part des politiques, mais ils font souvent marche arrière dès que les "anti" parlent fort. »

LES ASSOCIATIONS, ACTEURS INCONTOURNABLES DE L'EVARS

Autres acteurs majeurs de l'Evars, les associations, invitées par les équipes éducatives à animer des séances. Certaines en ont même fait leur cœur de métier, telles l'Association de lutte contre le sida et pour la santé sexuelle (ALS) en Auvergne-Rhône-Alpes et IDSanté en Guyane et en Occitanie, toutes deux soutenues par Sidaction. Selon Sophie Rhodes, directrice générale d'IDSanté, « si on ne répond pas aux questions

des jeunes, ils iront chercher les réponses eux-mêmes, soit auprès de leurs ami-es, qui ne sont pas toujours mieux informé-es, soit sur des sites pornos. D'autant que c'est un sujet avec lequel les adultes sont eux-mêmes souvent mal à l'aise ».

Au-delà des séances d'Evars, qu'elle mène majoritairement dans des écoles élémentaires, IDSanté organise depuis deux ans des ateliers destinés aux parents. « Il s'agit d'expliquer en quoi consiste l'Evars auprès des plus jeunes, de combattre les fausses informations qui circulent sur les réseaux sociaux, indique Sophie Rhodes. Cela permet de les rassurer et d'apaiser leurs relations avec l'école. Parfois, cet échange débouche sur des groupes de parole entre parents, qui échangent sur leurs difficultés à aborder le sujet avec leurs enfants. »

Pour les associations, l'Evars se heurte également à un manque de moyens. « Il s'agit autant d'un sujet d'éducation que de santé publique, plusieurs institutions sont donc impliquées, explique Sophie Rhodes. En termes de financement des activités, les acteurs publics qui se mobilisent varient selon les territoires. » Alors que l'austérité budgétaire guette le pays, plusieurs Agences régionales de santé avaient déjà indiqué cesser prochainement leurs subventions associatives à l'Evars. « Cela entraînera une baisse du nombre d'interventions, alors que tous les indicateurs sur la santé sexuelle ou les violences s'aggravent parmi les jeunes, souligne Sophie Rhodes. Si ce sujet ne devient pas prioritaire, il y a de quoi s'inquiéter pour les années à venir. »

1. Rapport sur l'éducation à la sexualité en milieu scolaire, Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche, juillet 2021.
2. Enquête « Les Français et les représentations sur le viol et les violences faites aux femmes », réalisée par l'institut Ipsos pour l'Association mémoire traumatique et victimologie, 2022. Sondage « Les jeunes et le VIH », réalisé par l'Ifop pour Sidaction, 2022.
3. Parmi les dix membres de son comité de pilotage : Association de lutte contre le sida et pour la santé sexuelle; En avant toute(s); Excision parlons-en!; Femmes pour le dire, femmes pour agir; Fédération nationale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles; Fédération nationale Solidarité femmes; Planning familial; Sidaction; Syndicat national des infirmier(e)s conseiller(e)s scolaires-FSU et Stop Fisha.

EN AFRIQUE,



DES OBSTACLES PERSISTANTS A LA LUTTE CONTRE LE VIH

SI L'ACCÈS MONDIAL AU DÉPISTAGE ET AU TRAITEMENT A PROGRESSÉ DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 2000, LES INÉGALITÉS NORD-SUD DEMEURENT CRIANTES. EN PARTICULIER DANS LES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE, QUI AFFICHENT UN INQUIÉTANT RETARD DANS LA PRISE EN CHARGE PÉDIATRIQUE, ET OÙ PERSISTENT LES DISCRIMINATIONS ENVERS LES POPULATIONS LES PLUS EXPOSÉES AU VIH.

Si la prévalence de l'infection par le VIH y est moindre qu'en Afrique orientale et australe, les pays de l'Ouest et du centre, en grande partie francophones, peinent à obtenir les mêmes progrès. Parmi les enfants et les adolescents (0-14 ans) de ces pays, seuls 40% de ceux vivant avec le VIH ont été dépistés et 35% sont sous traitement, selon les données 2023 de l'Onusida. Autre motif d'inquiétude, l'omniprésence des discriminations vis-à-vis des populations clés, tels les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), les travailleurs du sexe, les personnes transgenres, les usageres de drogues et les personnes détenues.

«De nouvelles lois homophobes ont récemment été promulguées, par exemple au Mali et au Burkina Faso. Cela nous inquiète quant à la capacité des associations à mener leurs actions sans crainte de représailles légales, explique Sandrine Fournier, directrice du pôle Financement des associations à Sidaction. En 2024, Sidaction a accordé des aides d'urgence à des associations africaines en réponse à des situations individuelles, par exemple des personnes transgenres qui se sont fait violenter. Plusieurs pays africains connaîtront des élections présidentielles cette année, un contexte politique qui peut favoriser un déchaînement de violences homophobes.»

Autre grand motif de crainte : les récentes décisions de l'administration Trump de geler l'aide américaine au développement et interdire tout financement de projets à destination des personnes LGBT+. S'ajoutera à cette situation l'impact de la baisse de 30% du budget français d'aide publique au développement dernièrement votée par l'Assemblée nationale.

LA SANTÉ MENTALE, MAILLON FAIBLE DE LA PRISE EN CHARGE

Malgré plusieurs signaux inquiétants, les associations poursuivent leur travail de prise en charge et de soutien. Et pas seulement pour la mise sous traitement antirétroviral, tant les besoins

vont bien au-delà du contrôle virologique. Souvent négligée par les systèmes de santé, la santé mentale constitue un maillon faible de la lutte contre le VIH, que plusieurs associations essaient de renforcer.

Parmi elles, Aides médicales et charité (AMC). Soutenue par Sidaction, cette association togolaise, qui dispose de trois centres d'information et de soins dans le pays, propose une prise en charge psychologique à ses 3300 bénéficiaires, ainsi que des ateliers visant à renforcer les compétences psychosociales des enfants, des adolescents et des jeunes adultes vivant avec le VIH. *«Les plus fréquents sont les troubles dépressifs et anxieux, explique Sefils N'Doda, psychologue clinicien à AMC. Cette détresse, qui touche une grande partie de notre file active, peut être liée à des événements de vie, notamment la découverte du statut sérologique, mais aussi à des problèmes financiers ou encore à des deuils. Et elle a un impact sur l'observance et le maintien dans le soin.»*

Autre réalité méconnue de l'épidémie africaine, le vieillissement des personnes vivant avec le VIH. Outre les comorbidités associées à l'âge, pour lesquelles l'accès au traitement est loin d'être garanti dans les pays africains, *«certains de nos patients sont isolés, non accompagnés. Leurs enfants ont grandi et ont désormais leur propre famille»,* constate Sefils N'Doda. Pour les épauler, AMC a mis en place divers services, dont des visites à domicile, une aide au ménage, la livraison de médicaments, ainsi que des groupes de parole afin de briser la solitude.

Qu'il s'agisse de santé mentale ou de vieillissement, *«le défi est grand pour l'Afrique, et le sujet ne fait qu'émerger, ajoute le psychologue. Les associations mènent des actions disparates, mais il y a un besoin de passage à l'échelle. Si Sidaction essaie de porter le sujet dans les pays africains, ces aspects psychosociaux ne constituent cependant pas encore une priorité pour les grands bailleurs de fonds internationaux.»*

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES JEUNES

Dans une région où le VIH pédiatrique demeure le parent pauvre de la lutte contre le sida, il est crucial de mieux faire entendre la voix des enfants, des adolescents et des jeunes. Pour cela, Sidaction agit sur plusieurs fronts, notamment grâce au réseau Grandir ensemble, qui regroupe 18 associations africaines. D'une part, en formant les équipes soignantes à l'écoute de leurs besoins; d'autre part, en incitant les jeunes eux-mêmes à se faire entendre, notamment par la formation de pairs éducateurs – eux-mêmes des jeunes vivant avec le VIH –, chargés de faire le lien entre les jeunes patients et les soignants.

Dans un objectif de plaidoyer, le réseau Grandir ensemble a également formé de jeunes ambassadeurs, actuellement au nombre de 13. Selon Soumeya Rahli, responsable de la thématique «Enfants et adolescents» à Sidaction, il s'agit de *«renforcer le leadership des jeunes vivant avec le VIH, de leur rappeler qu'ils sont légitimes à porter leurs messages, même dans un contexte de domination adulte. Cela implique un travail de formation, de coaching, afin de les aider à prendre la parole en public et à mener des actions de plaidoyer au niveau politique.»*

«Rien pour nous sans nous» : en 2025 comme en 1983, au Sud comme au Nord, les principes de Denver, l'un des actes fondateurs de la lutte contre le VIH, demeurent plus que jamais d'actualité.

QUI EST SIDACTION ?

Depuis plus de trente ans, Sidaction agit pour mettre un terme à l'épidémie de VIH afin que plus personne ne soit touché par ses injustices. Son action se fonde sur un principe essentiel : réunir la recherche et le milieu associatif, et faire de chacun d'entre nous un acteur de la lutte.

Sidaction finance aussi bien des programmes de recherche médicale et scientifique que des associations de prévention et/ou d'aide aux personnes vivant avec le VIH, en France et à l'international.

Sidaction est la seule association de lutte contre le sida à soutenir la recherche en France. Afin de collecter des fonds, elle organise chaque année le Sidaction, une opération unique, rendue possible grâce à la mobilisation de 33 médias pendant trois jours et à l'engagement de milliers de bénévoles dans toutes les régions de France.

SIDACTION EN CHIFFRES EN 2024

EN FRANCE

Sidaction a financé, à hauteur de

2,44
MILLIONS €

→ **71 ASSOCIATIONS**
qui ont ainsi mené

→ **80 PROJETS**
de prévention et d'aide
aux personnes vivant avec
le VIH.

À L'INTERNATIONAL

Sidaction a financé, à hauteur de

1,95
MILLION €

→ **37 ASSOCIATIONS**
qui ont conduit

→ **48 PROJETS**
de prévention et d'aide
aux personnes vivant avec
le VIH dans 18 pays.

RECHERCHE

Sidaction a versé

2,62
MILLIONS €

à la recherche,
en soutenant

→ **44 PROJETS**

portés par

→ **36 JEUNES
CHERCHEURS**

PROGRAMMES ET MISSIONS SOCIALES

en complément,
Sidaction a consacré

6,73
MILLIONS €

au suivi et à la valorisation des projets, à la mise en œuvre d'actions de formation et de renforcement des capacités, ainsi qu'au plaidoyer et aux actions de sensibilisation.

OÙ VA L'ARGENT ?

→ **8%**

des fonds couvrent
les frais de gestion

→ **71%**

sont consacrés
aux missions sociales

→ **21%**

financent les frais
de collecte

COMMENT FAIRE UN DON ?

PAR TÉLÉPHONE, AU 110, LA LIGNE DU DON

Destiné à recevoir les promesses de dons, le 110 est accessible gratuitement, à partir de tous les opérateurs.

EN LIGNE SUR LE SITE SIDACTION.ORG

Le don en ligne (paiement 100% sécurisé) est plus rapide.

LE DON PAR SMS AU 92110

(coût d'envoi du SMS gratuit ou inclus dans les forfaits SMS)
Chaque don compte. Vous pouvez faire un petit don de 10 euros par SMS, en envoyant le mot «DON» au 92110. Un don de 10 euros sera reversé à Sidaction*.

PAR COURRIER

En adressant votre chèque libellé à l'ordre de Sidaction, dans une enveloppe affranchie, à l'adresse suivante : Sidaction - 228 rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris.

PAR L'APPLICATION LYDIA

«Faites un Lydia» à Sidaction en envoyant votre don au 22 0810 dans l'application ou en choisissant Sidaction dans la liste des associations.

EN PARTICIPANT À L'UNE DES ANIMATIONS RÉGIONALES

Près de 300 animations partout en France.

EN EFFECTUANT UN ACHAT SOLIDAIRE

Sur notre boutique en ligne boutique.sidaction.org.

Important : 66% du montant du don est déductible des impôts sur le revenu. Un don de 50 euros correspond ainsi à une dépense réelle de 17 euros une fois la déduction fiscale réalisée.

* Disponible uniquement en France métropolitaine pour les abonnés Bouygues Telecom, Orange, SFR, Free, BTBD et Legos. Coût du SMS gratuit.

ÉQUIVALENCES DE DON

CONCRÈTEMENT, AVEC UN DON DE...



30 EUROS

Soit 10,20 euros après déduction fiscale

Vous offrez un repas quotidien pendant huit jours à une personne séropositive en situation de précarité.

50 EUROS

Soit 17 euros après déduction fiscale

Vous offrez à une personne un accompagnement hebdomadaire par un psychologue pendant un mois.

80 EUROS

Soit 27,20 après déduction fiscale

Vous permettez à un jeune chercheur doctorant de travailler sur le virus pendant une journée.

100 EUROS

Soit 34 euros après déduction fiscale

Vous permettez l'accueil d'une personne séropositive qui n'a pas de toit dans un logement d'urgence pendant près d'une semaine.

150 EUROS

Soit 51 euros après déduction fiscale

Vous permettez à un médecin de se consacrer à un travail de recherche pendant une journée.

MERCI

DES PARTENAIRES FIDÈLES ET ENGAGÉS

La mise à disposition de leurs compétences, de leurs services, de leur matériel et l'implication bénévole de leurs équipes offrent à Sidaction un professionnalisme et des économies financières substantielles.

Affioest, JCDecaux, Médiaffiche, Mediatransports, Publimat, SFR et The Good Company.

LES CENTRES DE PROMESSES

Éléments essentiels du dispositif 110, les 14 centres d'appel, mis à disposition par nos 8 partenaires partout en France, offrent à Sidaction leurs plateaux téléphoniques et mobilisent leurs équipes pour saisir les promesses de dons pendant les trois jours du week-end du Sidaction.

Amicio, AXA Atout Cœur, CACF, Intelcia, Free, Foundever, Macif et SFR.

MERCI !

Merci à celles et ceux qui œuvrent toute l'année pour faire de cet événement un succès et qui se mobilisent quotidiennement à nos côtés : les personnes vivant avec le VIH, les bénévoles, les acteurs de la lutte contre le sida et toute l'équipe de Sidaction.

Merci aux artistes et aux personnalités qui se mobilisent à nos côtés, depuis le début pour certains d'entre eux.

Merci aux mairies qui ont accepté d'afficher gracieusement la campagne du Sidaction.

CONTACTS MÉDIAS

NOÉMI NAUDI

RESPONSABLE MÉDIAS
06 73 21 63 97
N.NAUDI@SIDACTION.ORG

MARINE CHARLIER

CHARGÉE DE COMMUNICATION
06 77 61 41 56
M.CHARLIER@SIDACTION.ORG

RESSOURCES

SIDACTION.ORG
TRANSVERSALMAG.FR

SIDACTION

01 53 26 45 55

228 RUE DU FAUBOURG SAINT-MARTIN
75010 PARIS

Suivez-nous



Suivez-nous sur Instagram @Sidaction
Partagez vos photos avec le hashtag #Sidaction2025



Likez notre page Facebook : www.facebook.com/Sidaction
et partagez nos actualités



Suivez-nous sur LinkedIn : @Sidaction #Sidaction2025



Suivez-nous sur Bluesky : @sidaction.bsky.social #Sidaction2025

